

4 octobre 2005

L'ONG Alternatives mise à nue

Enfin, l'inféodation d'Alternatives au gouvernement canadien commence à être reconnu. Sa position sur la question haïtienne sert de révélateur (voir ci-bas). Je dénonce Alternatives depuis des années comme étant à la solde du gouvernement canadien tant en termes de politique intérieure qu'extérieure. Au Québec, Alternatives a été le fer de lance du fédéralisme pour dévoyer la gauche en servant de pôle fédéraliste "internationaliste" de sorte à empêcher la construction d'un parti de gauche indépendantiste et internationaliste. La construction de l'UFP a signé son échec malgré la confusion de la direction de celle-ci à propos d'Alternatives. Sur le plan extérieur, Alternatives, grâce à d'importants budgets d'aide au développement, a construit un immense réseau de contacts au sein des mouvements progressistes et de gauche dans le monde. Pense-t-on qu'elle ne partage pas ses connaissances et analyses avec le gouvernement canadien ?

Jamais Alternatives n'a organisé au Québec des campagnes internationalistes comme celle pour l'annulation de la dette extérieure du tiers monde ou contre les "sweat shops" de Nike, Wal-Mart et autres. En mars ou avril 2001, je m'étais présenté à l'assemblée annuelle d'Alternatives pour proposer le mot d'ordre de "Non à la ZLÉA" à la veille du Sommet des Amériques à Québec, mot d'ordre qui fut finalement adopté par le Sommet des peuples contre la volonté des directions syndicales québécoises. Il fallait voir la colère de la direction d'Alternatives quand il devint évident que l'assemblée générale approuvait massivement et avec enthousiasme ce mot d'ordre. Comment expliquer que deux de mes camarades "marxistes-révolutionnaires" d'alors aient refusé d'appuyer ma proposition. Il fallut que m'appuie le candidat de la gauche unie pour l'élection partielle de Mercier, qui allait récolter 24% du vote ce qui allait par la suite créer les conditions de la création de l'UFP.

Marc Bonhomme

Militarisation de la paix en Haïti
publié mercredi le 29 juin 2005,
par : François L'ÉCUYER

Le 23 juin, le Conseil de sécurité des Nations unies adoptait à l'unanimité la résolution 1608 ajoutant plus de 1 000 hommes aux effectifs de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), déjà forte de 7 400 soldats et policiers internationaux. Certes, l'intensification de la violence ces dernières semaines à Port-au-Prince ont amené plusieurs figures de la scène haïtienne à demander publiquement un renforcement de la MINUSTAH. Mais devant l'échec lamentable de celle-ci, une question demeure : la solution militaire est-elle appropriée pour Haïti ?

Port-au-Prince - Pas un jour ne passe sans nous rappeler le climat de terreur qui règne à Port-au-Prince : des quartiers en terrasse qui surplombent la capitale, on aperçoit les colonnes de fumée de commerces en feu. La radio nous apprend le nombre d'enlèvements de la journée. Sirènes et coups de feu rythment l'heure de pointe de fin de journée.

La présence de 7 400 membres de l'opération internationale de maintien de la paix ne semble pas avoir été en mesure de contenir la violence. Pire, elle pourrait avoir attisé les tensions. Ou encore, comme le bruit court à Port-au-Prince, l'avoir tolérée discrètement.

En septembre 2004, les Chimères, gangs fidèles au président Aristide et armés par lui, ont lancé l'opération Bagdad. L'objectif avoué est de déstabiliser le pays, chasser les forces occupantes et rendre impossible la tenue de nouvelles élections, prévues pour l'automne 2005. Et ce, tant et aussi longtemps que Jean-Bertrand Aristide, seul président légitimement élu à leurs yeux, sera tenu à l'écart du pays. On aurait tort toutefois de croire à un grand front armé uni contre l'occupant international. Déjà, les rivalités entre bandes des Chimères ponctuent la vie de quartiers populaires comme Bel-Air et Cité-Soleil. La recherche de gains faciles semble compter plus que la fidélité au président déchu : kidnapping, racket, trafic d'armes et de drogue, le tout devient très lucratif. Des populations entières sont prises en otage : aujourd'hui, pour quitter Cité-Soleil chaque matin, les commerçantes doivent payer un droit de passage au gang du quartier, et repayer la « douane » au retour.

Certes, la violence actuelle sert bien Aristide en exil, qui ne cesse de se montrer en victime d'un grand complot colonialiste. Mais, cause politique ou pas, plusieurs secteurs profitent largement du chaos instauré : les cartels colombiens, qui utilisent Haïti comme plaque tournant pour la cocaïne en route vers Miami ; une partie du secteur privé, carburant aux profits d'une vie rendue excessivement chère à Port-au-Prince ; et, surtout, les petits criminels impliqués dans l'industrie du rapt. En moyenne, environ dix personnes par jour sont kidnappées dans la capitale, touchant toutes les couches sociales : certaines ont été libérées pour aussi peu que quatre dollars...

La MINUSTAH complice ?

Il est ainsi surprenant de découvrir que pour certains éléments militaires et civils de la force de maintien de la paix des Nations unies, des criminels notoires pour la population haïtienne sont plutôt perçus comme de réels agents communautaires. Lors de discussions internes à la Minustah, on identifie régulièrement Samba Boukman et Ronald Fareau comme des « leaders communautaires » qui demeurent hors de toute activité criminelle. À Fort National, utilisé comme base militaire à Bel-Air pour le bataillon brésilien, ces « leaders politiques locaux » sont régulièrement consultés par représentants civils et militaires de la MINUSTAH. « Ces individus sont pourtant largement connus pour leurs activités criminelles, notamment pour leur utilisation systématique d'enfants-soldats à Bel-Air », nous confiait un prêtre catholique de ce quartier.

« Les militaires ne devraient pas faire de la politique », si l'on en croit certaines sources dans l'administration de la MINUSTAH, et les nombreux cris d'indignation de la population. « Plusieurs colonels brésiliens sont de connivence avec les Fareau, Boukman et Ronald St-Jean. » Comme s'il s'agissait en fait d'un chapitre inédit de la lutte des classes et que ces responsables d'organisations politiques, tour à tour instrumentalisés par ou instrumentalisant les bandes armées, étaient à protéger d'un complot de la grande bourgeoisie visant à les anéantir.

Pour Gotson Pierre, journaliste au média alternatif AlterPresse, ces informations sont peu surprenantes. « À Port-au-Prince, des représentants de plusieurs secteurs déclarent percevoir que la MINUSTAH fait le jeu des partisans de l'ancien régime Lavalas [de l'ex-président Aristide]. »

En février 2005, les manifestations des partisans armés d'Aristide se déroulaient sous la haute protection des forces onusiennes, qui avaient pris soin de tenir la police à l'écart. Le ministre de la justice d'alors, Bernard Gousse, avait même soutenu que parmi les manifestants, il y avait des « évadés de prison ».

Armes, drogue et sexe

On raconte de plus en plus que des militaires, parmi les bataillons népalais, brésiliens, péruviens et jordaniens, s'approvisionnent en drogue auprès des gangs armés en échange de matériel militaire. Le trafic de femmes serait aussi utilisé par les gangs pour obtenir de l'armement. Questionné début juin lors d'une réunion avec la Chambre de commerce de Port-au-Prince, le général brésilien Heleno, commandant en chef de la MINUSTAH, affirmait que ces rumeurs étaient sans fondement. « Pouvez-vous m'indiquer comment ai-je pu obtenir ceci ? », lança alors un homme d'affaires haïtien, en déposant sur la table une caisse de munitions obtenue illégalement auprès de la force de maintien de la paix.

L'opération Bagdad a mené à la militarisation de plusieurs secteurs de la société haïtienne. Plusieurs commerçants de Port-au-Prince, craignant pour leurs marchandises et leurs immeubles, n'ont pas hésité à mettre sur pied leurs propres gangs armés. C'est le cas d'André Apaid, homme d'affaires connu pour son engagement au sein du Groupe des 184 - une large coalition d'entreprises, de partis d'opposition et de groupes de la société civile qui ont milité pour la démission d'Aristide. Afin de protéger ses intérêts commerciaux au centre-ville, Apaid n'a pas hésité à recourir à Labanyè, chef de gang hostile à Dread Wilmè, un fidèle d'Aristide qui contrôle Cité-Soleil. La banlieue de Pétion-Ville, qui abrite de nombreux hommes d'affaires, voit le nombre de ses miliciens augmenter de jour en jour.

Dans un tel contexte, on comprend les appels répétés à un renforcement du mandat de la MINUSTAH. Mais en envoyant 800 soldats et seulement 200 policiers supplémentaires, les Nations unies persistent à croire que le militaire doit primer. Et ce, malgré les appels répétés des mouvements populaires haïtiens, qui préconisent largement un renforcement des forces policières plutôt que militaires. À la suite de la

résolution 1 608, le nombre de policiers passera à 1 820, alors que les effectifs militaires atteindront 6 600.

« Nous sommes devant un problème de criminalité galopante, pas devant une insurrection armée, nous rappelle une militante des droits des femmes qui préfère garder l'anonymat. La Police nationale haïtienne doit être épurée de ses mauvais éléments, être renforcée et appuyée dans ses opérations. Comment voulez-vous qu'ils puissent faire leur boulot, alors que les Américains leur ont imposé un embargo sur les armes depuis 1994 ? »

Pendant ce temps, mitrailleuses et autres Galil ne cessent de gagner la rive de Cité-Soleil. Et ce, malgré le fait que la marine américaine soit chargée, depuis le retour d'Aristide en 1994, de surveiller les côtes haïtiennes...

Lettre ouverte aux dirigeants de l'organisme Alternatives de la part
d'un ancien stagiaire
(Traduit par Christopher Scott et Marina Douceraine)

En tant qu'ancien stagiaire de l'organisme Alternatives ayant participé à deux stages au Sénégal, je prends la plume pour exprimer mon indignation quant à la présente position assumée par Alternatives sur les événements en Haïti. Bien qu'ayant toujours été conscient des imperfections d'Alternatives, j'ai toujours supporté l'organisation dans louable effort d'offrir aux Québécois information et analyse - dont le besoin se faisait cruellement sentir - sur des enjeux d'injustice politique et économique à travers le monde. Toutefois de récents événements m'ont forcé à remettre en question ce jugement, au point qu'il est de mon devoir de parler. Il ne s'agit pas ici de « remuer de la boue », mais plutôt d'écrire dans l'espoir qu'Alternatives envisage de réviser sa douteuse et incompréhensible position sur les événements en Haïti.

Il y a quelques semaines, j'ai reçu par courriel un article de l'activiste Nikolas Barry-Shaw, de Haiti-Action-Montreal. Avec pour titre « Why is Alternatives in the same boat as Noriega en Haiti? Mr. Contra and Montreal-based NGO share same analysis. », cet article est reproduit plus bas. Il s'agit d'une critique d'un article de François L'Écuyer « La militarisation de la paix en Haïti », qu'Alternatives publia en première page de leur cahier dans le Devoir. Barry-Shaw y reprochait à L'Écuyer et à Alternative de décrire la violence actuelle en Haïti comme étant la seule oeuvre de l'ancien dirigeant élu Jean-Bertrand Aristide et ses appuis dans le parti Fanmi Lavalas. Ce faisant, écrivit Barry-Shaw, Alternatives répétait la même fausse vision des événements en Haïti que celle offerte par les partisans du coup

d'état contre Aristide and du régime qui s'ensuivit: l'administration Bush, les gouvernements Canadiens et Français ainsi que l'élite Haïtienne.

Ayant suivi l'actualité haïtienne durant et après le coup d'état par l'intermédiaire de différents organes de média indépendants reconnus (ex. Democracy Now ; Zmag.org.) j'ai été immédiatement surpris de voir Alternatives adopter une telle position. J'ai fait suivre l'article de Barry-Shaw à mes co-stagiaires de QSF Sénégal afin de voir si quelques-uns parmi eux en savaient plus sur cette position à la fois problématique et peu courante d'Alternatives. Un de ces derniers a écrit directement à François L'Ecuyer pour lui demander ce qu'il en était. Plutôt que de répondre à quelques-uns des points que l'article de Barry-Shaw soulevait, M. L'Ecuyer a répondu sur un ton assez paternaliste que mon ami « ne devrait pas croire tout ce qu'il lisait ». Il lui a par ailleurs recommandé d'assister à un atelier de discussion sur Haïti qui se tiendrait dans le cadre des prochaines Journées d'Etudes d'Alternatives. J'ai donc décidé de suspendre mon jugement tant que je n'aurais pas entendu personnellement ce que la conférence avait à dire.

Après avoir assisté à ladite conférence, je suis plus convaincu que jamais que l'analyse d'Alternatives sur la situation haïtienne est extrêmement problématique et que celle-ci entre en contradiction directe avec sa mission avouée de « promouvoir justice et égalité entre les individus et les communautés situés dans le nord et dans le sud ».

Le premier problème concerne le fait que les conférenciers ont passé une bonne partie de la soirée à diaboliser le personnage de Jean-Bertrand Aristide. Aristide a été désigné comme un ennemi reconnu des mouvements sociaux sans aucune base légitime d'appui populaire en Haïti. Un conférencier s'est même permis de comparer son gouvernement à la dictature déchue de Duvalier en insinuant qu'Aristide et Duvalier représentaient exactement les mêmes intérêts, à savoir une élite haïtienne corrompue. Alors que la communauté haïtienne de Montréal demeure très divisée au sujet d'Aristide, aucune perspective pro-Aristide n'a été présentée par les conférenciers. Ceci est en soi quelque peu préoccupant, étant donné qu'Aristide a été le premier et unique chef d'état de son pays à se faire élire démocratiquement : de multiples sondages lui accordent d'ailleurs l'appui d'une majorité d'haïtiens, tout particulièrement dans les quartiers pauvres du pays. En tant qu'organisme qui se dédie présumément à la « solidarité internationale », il paraît assez contradictoire qu'Alternatives prêche le concept de solidarité avec le peuple haïtien en théorie, alors qu'en pratique Alternatives s'oppose aux exigences démocratiques les plus élémentaires de ce même peuple.

Une des approches de ceux qui diabolisaient Aristide était de le présenter en tant qu'idéologue néolibéral, et ce, sans tenir compte des multiples pressions et conditions que les Etats-Unis et le FMI avaient imposées à son gouvernement. S'il est indéniable que le gouvernement d'Aristide a appliqué un certain nombre de mesures néolibérales, il est également vrai que celui-ci a fait l'objet de nombreuses critiques de la part des États-Unis et du FMI pour ne pas avoir appliqué ces mesures avec assez de zèle. De plus, avant le coup d'état de 2004, Haïti souffrait de l'embargo sur l'aide que lui imposait le FMI, dont une des causes principales avait été la décision du gouvernement de consacrer des ressources à la formation de médecins - qui faisaient cruellement défaut - plutôt qu'au remboursement d'une dette étrangère illégitime. Cela ne caractérise guère l'attitude d'un néolibéral obstiné. L'ironie est à son comble lorsqu'une telle analyse est véhiculée au cours d'une conférence d'Alternatives. Depuis bien des années Alternatives critique le FMI à un tel point que lorsqu'il est question, par exemple, du néolibéralisme en Afrique, on ne nomme que rarement, et bien accessoirement, les chefs d'état: toute la responsabilité de ces politiques étant attribuée au FMI. Toutefois, lors de cette dernière conférence le FMI ne fut même pas évoqué, et Aristide a été présenté comme étant l'unique instigateur du néolibéralisme en Haïti.

Mais à mon sens le pire aspect de cette conférence a été son silence presque total au sujet de la violence et de l'injustice qui sont perpétrées par le nouveau régime haïtien proche des Etats-Unis. Aucune référence n'a été faite aux massacres commis par la police haïtienne, alors que ceux-ci sont bien documentés. Il n'y a eu aucune mention non plus du nombre croissant de prisonniers politiques qu'Amnistie Internationale, entre autres, a documenté. Lorsque le militant Yves Engler, d'Haïti Action Montréal, s'est levé pendant la période de questions pour énumérer une longue liste de tels abus, il s'est vite fait couper la parole par l'animatrice Monique Simard, qui l'a enjoint de rester bref. Quand les conférenciers ont fini par répondre, ils sont passé complètement à côté des questions soulevées par Mm. Engler et Barry-Shaw, et ont préféré tenter de les caricaturer comme étant des apologistes partisans d'Aristide. Etant donné le peu de variété dans le choix des conférenciers, les caractérisations sans perspective ou nuance de la personne d'Aristide et le silence total en ce qui a trait à la violence bien documentée du régime actuel, j'ai fini par me demander quels étaient les vrais « apologistes partisans »...

Plus encore, je me suis demandé pourquoi Alternatives adoptait une telle position. Si Alternatives se trouve à être un des promoteurs les plus assidus du Forum Social Mondial (FSM), pourquoi Alternatives prendrait-il une position qui contredit directement la déclaration de cette année du FSM sur Haïti ? Si cette déclaration mérite discussion,

c'est parce qu'elle illustre à quel point Alternatives s'est éloigné de ses positions habituellement progressistes. La déclaration réclame en première instance « le retour de Président Aristide et la reprise du processus démocratique en Haïti... ». Je vois difficilement le FSM avancer un tel plaidoyer en faveur de l'idéologue néolibéral que serait Aristide d'après Alternatives. La troisième demande du FSM est que « Les forces de stabilisation des Nations Unies doivent cesser les arrestations illégales, les interventions militaires ciblant les quartiers pauvres et le support aux opérations illégales de la Police Nationale et des membres de l'ancienne armée. »

Après avoir dressé toute une liste d'atrocités, liste à laquelle les conférenciers ne daignèrent pas répondre, Yves Engler a demandé si le positionnement d'Alternatives ne serait pas attribuable au fait que le Canada joue un rôle clef dans lesdites 'forces de stabilisation', et qu'Alternatives est financé largement par le gouvernement canadien par l'entremise de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI). Sans vraiment toucher à la question du financement de l'ACDI, l'animatrice Monique Simard a répondu en affirmant « qu'Alternatives est un organisme entièrement indépendant. ». Si ceci peut être vrai, il reste néanmoins possible qu'Alternatives choisisse « indépendamment » de céder aux pressions d'un de ses principaux commanditaires. Tant qu'Alternatives n'aura pas répondu publiquement aux très sérieuses questions soulevées par Mm. Engler et Barry-Shaw, la pression de l'ACDI restera le seul facteur que bien des gens et moi-même trouverons plausible pour expliquer sa position.

Si le financement de l'ACDI exerce réellement une telle pression, alors c'est un phénomène extrêmement regrettable, et il est à souhaiter que bien d'autres amis d'Alternatives prendront d'ici peu la parole pour dénoncer la situation. Peut-être serait-il nécessaire d'établir une démocratie interne pour faire un contrepoids aux pressions que les dollars de l'ACDI peuvent exercer sur l'organisme. Si ce n'est point le cas, alors Alternatives doit répondre clairement et publiquement aux préoccupations qui ont été abordées par Mm. Barry-Shaw et Engler, ainsi que par moi-même dans cette lettre. Jusqu'à date, ces préoccupations sont restées sans réponse, les dollars de l'ACDI demeurent donc le seul facteur susceptible d'expliquer la position bizarre et peu courante d'Alternatives dans le dossier haïtien. Si Alternatives désire que ses alliés prennent au sérieux son titre d'organisme indépendant, alors Alternatives se doit de justifier, ou espérons-le, de revoir, sa position indéfendable sur Haïti.

Solidairement,

Rob Green

Stagiaire d'Alternatives, 2002 et 2003 (Sénégal)

Anciennes/Anciens stagiaires d'Alternatives qui appuient le contenu de cette lettre : Christopher Scott - 2003 (Sénégal) et 2004 (Arménie)
Alexandre St.Germain-Lapointe - 2003 (Sénégal) et 2004 (Chili) Vicky Potvin - 2003 (Sénégal) Dawn Paley - 2003/2004 (Afrique du Sud)

By: Nikolas Barry-Shaw Aug-25-2005

Traduit par Berenger Enselme

Ce sont vraiment des jours étranges lorsqu'une ONG progressiste se retrouve du même côté de la barrière que Roger Noriega, le diplomate états-unien connu pour avoir organisé l'armée Contra qui a terrorisé le Nicaragua tout au long des années 80. Pourtant, c'est exactement le cas d'Alternatives, une « organisation non gouvernementale de solidarité » du Québec dont le but est de promouvoir la « démocratie » et « la justice socio-économique et l'égalité ». Son mandat et ses contributeurs principaux, comme Naomi Klein et Judy Rebick, devraient normalement placer un tel groupe à l'opposé de Noriega. Il n'en est rien, comme le révèle l'édition de juillet du « Journal Alternatives », une publication qui accompagne une fois par mois le quotidien « Le Devoir » dans le but de créer « une fenêtre d'information alternative sur notre monde ».

L'article de première page de François L'Ecuyer intitulé « La militarisation de la paix en Haïti » est une honteuse parodie de journalisme : des affirmations sans substance, des arguments sans logique, des sources anonymes et des anecdotes présentées comme des preuves formelles tout au long de l'article. La principale de ces transgressions est l'affirmation de L'Ecuyer selon laquelle « Les Chimères, gangs fidèles au président Aristide et armés par lui » ont lancé une campagne pour déstabiliser le pays, appelée « Opération Bagdad », dans le but de faire échouer les élections planifiées pour octobre et novembre 2005. On lit que le président destitué d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, profite politiquement de la violence dont souffre Haïti, tandis que d'autres secteurs bénéficient financièrement du chaos.

L'analyse de L'Écuyer sur la situation en Haïti ressemble étrangement à la propagande disséminée par les hauts fonctionnaires des gouvernements des États-unis et du Canada. Une semaine avant la parution de l'article de L'Écuyer, Roger Noriega, Assistant au Secrétaire d'État pour les affaires de l'hémisphère occidental, avait donné un compte-rendu similaire : « Aristide et son camp sont singulièrement responsables de la plupart de la violence et de la nature concertée de la violence, »

(Miami Herald, 24 juin 2005). Comme L'Écuyer, Noriega argumente que, tandis que « des organisations criminelles opportunistes » sont impliquées dans les enlèvements et autres crimes, « Aristide et ses gangs jouent un rôle central dans la génération de la violence, et essaient d'instaurer un climat d'insécurité », en une dernière « tentative désespérée de terroriser le peuple Haïtien et de les priver d'une bonne gouvernance. »

L'Écuyer répète sans critique aucune la fiction de l' « Opération Bagdad » répandue par l'élite Haïtienne pour justifier la répression grandissante dont les pauvres sont victimes. Notamment, l'étiquette « Opération Bagdad » a été concoctée par Jean-Claude Bajoux, un membre d'un parti politique anti-Aristide, et a été répétée sans cesse par le gouvernement transitoire et la presse internationale. Des porte-parole de Fanmi Lavalas ont immédiatement dénoncé la violence du 30 septembre - le jour qui supposément devait marquer le début des tentatives de déstabilisation - déclarant que l' « Opération Bagdad » était une « tentative calculée de manipuler les médias et le public états-unis. » La base de Lavalas a également rejeté l'étiquette : le 16 décembre 2004, à Cap-Haïtien, 10000 sympathisants de Lavalas ont marché derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire « L'Opération Bagdad est une conspiration du groupe des 184 pour mettre fin à Lavalas. Ils échoueront ! » Alors on se demande qui L'Écuyer a en tête lorsqu'il parle de groupes dont le « but avoué » est la campagne de déstabilisation appelée « Opération Bagdad », étant donné que Lavalas et ses sympathisants se sont distanciés de ce titre.

Le 30 septembre 2004, des policiers masqués ont tué plusieurs manifestants non armés qui commémoraient le premier renversement d'Aristide. Le Premier Ministre Gérard Latortue, dans une entrevue radiophonique du 1er octobre, ne s'en repent pas : « Nous avons tiré sur eux. Certains sont morts, certains ont été blessés et les autres ont fui. » La police et les officiels du gouvernement ont par la suite affirmé que les manifestants avaient attaqué la police, tuant et décapitant trois officiers. Le gouvernement refusa de déclinier l'identité des policiers ou d'autoriser journalistes et enquêteurs en droits humains de voir les corps. Aucune photo des corps n'a été fournie non plus. Le Comité des Avocats pour le Respect des Libertés Individuelles (CARLI), un critique sévère d'Aristide lorsqu'il était au pouvoir, a enquêté sur l'« Opération Bagdad » et en est arrivé à la conclusion qu'aucune opération de ce type n'avait été lancée par les sympathisants de Lavalas. CARLI a découvert que deux officiers, Ancelme Milfrane et Jean Janvier, avaient été décapités, mais ils avaient été tués le 29 septembre par d'anciens soldats. Ce n'est qu'après la manifestation massive du 30 septembre que les médias du gouvernement et de l'élite ont commencé à accuser Lavalas pour ces assassinats. Il se

trouve que la décapitation était (et est) une pratique courante de la détestée et redoutée ex-Armée Haïtienne (FAd'H).

L'Ecuyer annonce aussi bizarrement que « le mot se répand » que la MINUSTAH (la force de maintien de la paix de l'ONU en Haïti) a un penchant pro-Lavalas, mais n'a pourtant trouvé qu'une incident plutôt vague comme preuve : « En février 2005, les manifestations des partisans armés d'Aristide se déroulaient sous la haute protection des forces onusiennes, qui avaient pris soin de tenir la police à l'écart. Le ministre de la justice d'alors, Bernard Gousse, avait même soutenu que parmi les manifestants, il y avait des « évadés de prison » ». Puisqu'il ne donne pas de date, on ne peut que deviner à quelles manifestations L'Ecuyer se réfère ; peut-être la manifestation du 8 février à laquelle ont participé des milliers de sympathisants pacifiques de Lavalas, qui selon Agence Haïtien Presse, « a été interrompue par une patrouille de police accompagnée d'individus en civil, qu'on appelle « attachés » qui auraient commencé à tirer sur les manifestants, en blessant plusieurs », avant que les troupes de l'ONU n'interviennent. Ou peut-être L'Ecuyer a-t-il en tête la manifestation du 28 février, à côté de laquelle des troupes de la MINUSTAH se tenaient tandis que la police ouvrait le feu sur des manifestants non armés, tuant cinq d'entre eux et en blessant des dizaines. Un sérieux penchant pro-Lavalas, en effet.

Ce dernier incident s'est montré un tel embarras pour l'ONU qu'elle a été obligée de fournir un minimum de protection aux manifestants et a même commencé à sévir contre les FAd'H reconstituées dans la campagne. Sous la protection accrue de l'ONU, les manifestations appelant au retour du président Aristide et la libération des prisonniers politiques ont alors pris de l'ampleur. Malgré tout, la MINUSTAH est vite revenue à ses habitudes de laisser la Police Nationale d'Haïti (PNH) terroriser les protestataires pacifiques. Le 24 mars, la police a ouvert le feu sur une manifestation à Cité Soleil, tuant 3 à 5 manifestants et le 27 avril, 9 manifestants supplémentaires ont été tués à Bel-Air malgré la supervision de l'ONU. Le retournement de l'ONU a été largement dû au harcèlement du gouvernement transitoire et des médias haïtiens l'accusant de protéger les « bandits » de Lavalas.

Les accusations vagues de L'Ecuyer sont catégoriquement contredites par un rapport détaillé de la Harvard Law School étudiant la performance de l'ONU en Haïti. Le rapport d'Harvard, établi en octobre 2004 et janvier 2005, a découvert que « la MINUSTAH a effectivement fourni une couverture à la police pour qu'elle mène une campagne de terreur dans les bidonvilles de Port-Au-Prince. Plus pénibles encore que la complicité de la MINUSTAH aux abus de la PNH sont les allégations crédibles d'entorses aux droits humains perpétrées par la MINUSTAH elle-même. » Le 6 juillet, Reuters rapportait que « à peu près 400

troupes et 41 véhicules blindés et hélicoptères, ainsi que plusieurs dizaines d'agents de police Haïtiens, ont mené un raid à Cité Soleil, le plus grand bidonville d'Haïti. » Tandis que l'ONU déclarait que seulement 5 « criminels » avaient été tués, « les résidents disaient que le nombre de tués était entre 25 et 40. » L'article de Reuters citait également Ali Bescnaci, directeur de la mission de Médecins sans frontières en Haïti : « Nous avons reçu 27 personnes blessées par balle le 6 juillet. Les trois quarts étaient des enfants et des femmes. »

En répétant inconsidérément les affirmations de la tendance pro-Lavalas de l'ONU, L'Ecuyer non seulement obscurcit les graves atteintes aux droits humains qui sont commises par l'ONU en Haïti, mais aide également les élites poussant l'ONU vers des actions plus répressives envers les pauvres, telles le massacre du 6 juillet.

La solution de L'Ecuyer au problème d'insécurité dans la capitale d'Haïti

(étant donnée la soi-disant nature compromise de la MINUSTAH) est de fournir plus d'armes et de soutien à la PNH. L'administration Bush a autorisé la livraison d'une nouvelle cargaison d'armes au gouvernement transitoire début août, malgré un embargo sur les armes depuis longtemps en place. Pourtant, selon de nombreux rapports sur les droits humains, la PNH est la principale responsable de l'escalade de la violence en Haïti : un rapport récent de l'International Crisis Group remarque que la PNH a « pris le relais des anciennes pratiques des FAd'H, y compris des opérations de style militaire dans les quartiers pauvres de la capitale avec peu de considération pour les dommages collatéraux infligés aux civils. » Pas vraiment une surprise, quand on sait que plus de 500 ex-soldats ont été intégrés à la PNH, et que les hauts rangs de la PNH sont presque tous occupés par des ex-officiers des FAd'H, tandis que 500 à 1000 autres sont en train d'être entraînés. En plus de leurs attaques délibérées contre les pauvres, selon les rapports de l'ICG et d'autres sources, la nouvelle PNH est impliquée dans des enlèvements et des trafics de drogues, une vieille habitude des FAd'H. Chose étonnante, dans un article sur les raisons de l'instabilité et la « militarisation » d'Haïti, L'Ecuyer ne fait aucune mention des anciens militaires, recatégorisés tout d'abord comme « rebelles » quand ils aidaient au renversement d'Aristide et maintenant comme « police » tandis qu'ils répriment les quartiers pauvres.

La correction des vues erronées de L'Ecuyer sur l' « Opération Bagdad » aboutit à une inversion des principaux arguments de l'article. Les accusations concernant la tendance pro-Lavalas de l'ONU ne sont plus alors que des tentatives de contraindre la MINUSTAH à une répression encore plus grande de la majorité pauvre. Malheureusement, la fréquence accrue des raids « anti-gangs » dans des quartiers comme Bel-Air ou Cité Soleil semble indiquer que les forces onusiennes tiennent compte de ces

conseils. De la même façon, l' « Opération Bagdad » n'apparaît plus alors comme un outil politique violent de Lavalas, mais bien comme une campagne majeure de désinformation utilisée pour justifier les attaques anti-Lavalas. L'Ecuyer se joint à cette tentative lorsqu'il accuse, sans une trace de preuve, l'activiste Samba Boukman de Bel-Air et le travailleur en droits humains Ronald St-Jean d'être des « criminels notoires. » Dans un contexte où les victimes d'opérations policières sont couramment étiquetés comme « bandits » ou « criminels » de façon posthume, ceci est extrêmement dangereux.

Le site web d'Alternatives donne une indication des forces derrière la position répréhensible qu'ils ont sur Haïti : plus de 50% des fonds de l'organisme provient du gouvernement Canadien, la majorité étant reçue du Agence canadienne de développement international (ACDI). De plus, dans une récente entrevue, L'Ecuyer admettait que la totalité des 15 groupes avec lesquels Alternatives travaille en Haïti (la plupart desquels sont subventionnés par le ACDI) sont anti-Lavalas. Ce n'est donc pas un hasard si L'Ecuyer et Alternatives n'ont presque rien dit sur les nombreuses violations des droits humains commises par le gouvernement intérimaire d'Haïti, un régime fortement soutenu par le Canada. Tout cela sape la crédibilité d'Alternatives en tant qu'organisation promouvant la justice sociale. Quoi qu'Alternatives objecterait sans doute à être appelée un outil de l'impérialisme Canadien, l'article de L'Ecuyer pourrait bien mener à une telle conclusion.